****

***Comité économique et social européen***

***Groupe des travailleurs***

Bruxelles, le 17 février 2016

**Déclaration du groupe des travailleurs du CESE sur le
«Nouvel arrangement pour le Royaume-Uni dans l'UE»**

**FR**

Le groupe des travailleurs (groupe II) du Comité économique et social européen suit attentivement l'évolution des négociations sur l'avenir du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. Il s'agit d'une situation sans précédent: sur la base des résultats de ces négociations, un État membre organisera un référendum sur le fait de rester ou non dans l'Union. Les conséquences sont importantes non seulement pour le Royaume-Uni, mais pour le reste de l'UE également. Le groupe des travailleurs est convaincu que l'UE se trouvera affaiblie si le Royaume-Uni se retire. Mais il est également convaincu que le Royaume-Uni est plus fort en tant que membre de l'Union européenne et que le coût de sa sortie serait largement supérieur à ce que d'aucuns considèrent comme le «coût» de son maintien dans l'Union.

L'Europe se trouve à la croisée des chemins. Le niveau de confiance des citoyens et des travailleurs européens n'a jamais été aussi faible. Les raisons en sont multiples, mais pour les travailleurs européens, la principale d'entre elles résulte des attaques de plus en plus nombreuses contre leurs droits, attisées non seulement par les politiques d'austérité mais aussi, dans bien des cas, par l'idéologie. Les travailleurs européens ont non seulement besoin d'avoir l'assurance que l'UE reste déterminée à améliorer leurs conditions de vie et de travail, mais ils doivent également en avoir les preuves concrètes, attestées par un redressement de l'économie qui génère des emplois de qualité et garantit un niveau de vie décent pour tous.

Le groupe des travailleurs est d'avis que les négociations actuelles entre le Royaume-Uni et l'UE constituent une menace pour la cohésion de l'Union. Bien que les inquiétudes légitimes de tout État membre doivent être prises en compte, la démocratie requiert qu'un membre ne soit pas en mesure de dicter unilatéralement les règles du jeu. Nous craignons vivement que les propositions actuelles mettent à mal le principe de la libre circulation des travailleurs et des citoyens ainsi que le principe de non-discrimination, qui sont les conditions fondamentales d'un soutien des travailleurs à l'UE. La discrimination à l'égard d'autres travailleurs européens ne devrait pas être permise. Les efforts doivent se concentrer sur la garantie d'un traitement et d'un salaire égaux. Il faudrait également se pencher sur les facteurs négatifs qui incitent à la mobilité au sein de l'UE, notamment l'absence de perspectives décentes et d'un avenir souriant dans le pays d'origine.

Le groupe des travailleurs exprime son plein soutien aux travailleurs britanniques et européens, en particulier à un moment où leurs droits sont constamment menacés à l'échelle nationale, européenne et même internationale. Nous appelons les institutions européennes à assumer leur responsabilité collective qui est celle de défendre les traités et les valeurs européennes sur lesquelles elles se fondent. Le Royaume-Uni fait partie de l'Europe. Nous devons utiliser tous les moyens disponibles pour garantir qu'il reste un État membre de l'UE et nous opposer à toute tentative de parvenir à cet objectif aux dépens des droits des travailleurs et des libertés fondamentales au sein de l'UE.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_